

Réputation versus besoin d'ennemis

Publié le 23 juin 2020 – Mis à jour le 26 juin 2020

Zoom sur la recherche

Réputation *versus* besoin d'ennemis

Pourquoi les politiciens ne résolvent-ils pas les problèmes socialement indésirables ? Une des raisons est que des politiciens peuvent être incités à ne pas résoudre les problèmes afin de conserver un avantage électoral. Cet article montre que, si la carrière des politiciens dépend des problèmes sociaux qu'ils savent résoudre avec compétence, les réformes qu'ils mettront en œuvre résulteront de l'arbitrage entre la réputation et la nécessité de garder les ennemis en vie.

Cet article montre qu'un agent cherchant à garder son emploi (par exemple un gouvernement qui souhaite se faire réélire) n'a pas intérêt à résoudre un problème socialement indésirable. En effet, s'il résout en totalité le problème, l'agent, bien que réputé très compétent dans sa tâche, « ne sert plus à rien ». Cette idée rejoint une grande tradition de la littérature en économie politique soulignant que les politiciens au pouvoir ne résolvent pas les problèmes sociaux afin de préserver un avantage électoral. C'est notamment le cas si les politiciens sont compétents dans des tâches spécifiques : en accomplissant les tâches pour lesquelles ils ont été élus, ils perdent leur avantage comparatif. En d'autres termes, les politiciens doivent garder les « ennemis vivants » pour augmenter leurs chances d'être reconduits au pouvoir.

Cette idée du « besoin d'ennemis » n'est pas nouvelle. Un grand nombre de travaux (par exemple Barash, 1994) ont montré que les individus et les sociétés ont une tendance naturelle à se créer des « ennemis ». Dans un article récent, Fergusson et al. (2016) développent une application intéressante à la lutte contre la guérilla en Colombie. L'idée est que le titulaire du pouvoir — le président Uribe — a eu intérêt à ne pas détruire totalement les guérilleros pour conserver un avantage électoral. Les auteurs suggèrent que l'incitation du président Uribe à éliminer les guérilleros aurait été atténuée par le fait que son avantage électoral aurait disparu s'il les avait éliminés trop vite. Autrement-dit, si le titulaire du pouvoir fait pleinement le travail pour lequel il avait été initialement élu (ou nommé), il risque de ne pas être reconduit. L'exemple historique le plus parlant est la défaite électorale de Winston Churchill en 1945. Alors que le Premier ministre a conduit le Royaume-Uni à la victoire durant la Seconde Guerre mondiale, il a perdu les élections aussitôt la guerre terminée. Plus récemment, l'épisode du gouvernement de Mario Monti en Italie (novembre 2011 - avril 2013) apporte un éclairage intéressant. Dès novembre 2011, son gouvernement « technocratique » a reçu un large soutien du parlement, a entrepris de sérieuses mesures d'austérité,

restauré la stabilité financière et mis en œuvre des réformes sur le marché du travail. Malgré le succès de ces réformes, les électeurs ont lourdement sanctionné le président du Conseil lors des élections de février 2013, lui accordant seulement 10,5% des votes.

Ces exemples soulignent que le « besoin d'ennemis » n'est qu'une partie de l'histoire. Deux forces sont à l'œuvre : d'une part, le titulaire du pouvoir est incité à résoudre un problème pour être perçu comme plus compétent aux yeux de son électorat (la réputation), mais d'autre part, il est incité à ne pas le faire pour conserver son avantage réputationnel (*le besoin d'ennemis*). L'objet de cet article est de formaliser cet arbitrage entre réputation et besoin d'ennemis.

Les résultats sont les suivants. D'une part, le titulaire ne résout pas totalement le problème collectif (réforme incomplète), et sa probabilité de réélection est maximale quand sa compétence n'est ni trop forte ni trop faible (« Théorème de Boucles d'Or »). Ce résultat peut être illustré par certains épisodes historiques, comme la défaite du Premier ministre, L. Jospin, en France, qui a été évincé au second tour de l'élection présidentielle de 2002, malgré l'amélioration de la situation économique au cours de son mandat.

D'autre part, quand il existe plusieurs problèmes, le titulaire a intérêt à résoudre les problèmes de son adversaire pour lui « couper l'herbe sous le pied ». Intuitivement, un gouvernement de gauche sera incité à lutter contre l'insécurité, alors qu'un gouvernement de droite sera enclin à faire des réformes sociales. Un exemple frappant est la politique sociale mise en œuvre par le chancelier Otto von Bismarck en Allemagne dans les années 1880 pour désarmer le parti socialiste dans le but de remporter les élections générales de 1890.

Références:

- D. P. Barash, 1994. *Beloved Enemies: Our Need for Opponents*. Prometheus Books, Amherst.
- L. Fergusson, J. A. Robinson, R. Torvik et J.F. Vargas, 2016. "[The Need for Enemies](https://doi.org/10.1111/econj.12174)"(<https://doi.org/10.1111/econj.12174>), *The Economic Journal*, 126:1018–1054.

A propos des auteurs

Maxime Menuet

Chargé de recherche IRD, Université Clermont-Auvergne, CERDI.

Patrick Villieu

Professeur d'économie, Université d'Orléans, LEO.

Référence

M. Menuet et P. Villieu (2020). "[Reputation and the 'Need for Enemies'](https://link.springer.com/article/10.1007/s00199-020-01289-7)" (<https://link.springer.com/article/10.1007/s00199-020-01289-7>) *Economic Theory* (publié en ligne le 17 juin 2020).

<https://cerdi.uca.fr/version-francaise/actualites/toutes-les-actualites/zoom-sur-la-recherche/reputation-versus-besoin-dennemis> (<https://cerdi.uca.fr/version-francaise/actualites/toutes-les-actualites/zoom-sur-la-recherche/reputation-versus-besoin-dennemis>)